



EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Séance du mardi 30 janvier 2024

Nombre de membres en exercice : 27
Nombre de présents : 21
Nombre de votants : 23

Date de la convocation : 23 janvier 2024

L'an deux mille vingt-quatre, le mardi trente janvier à quatorze heures et trente minutes, les membres de la Communauté de Commune du Bassin de Marennes se sont réunis en session ordinaire dans la salle de la Maison des Initiatives et des Services, 22-24 rue Dubois-Meynardie à Marennes-Hiers-Brouage, sous la présidence de Monsieur Patrice BROUHARD.

Présents :

M. Alain BOMPARD (Marennes-Hiers-Brouage), Mme Martine FARRAS (Marennes-Hiers-Brouage), M. Jean-Pierre FROC (Marennes-Hiers-Brouage), M. Richard GUERIT (Marennes-Hiers-Brouage), Mme Mariane LUQUÉ (Marennes-Hiers-Brouage), M. Philippe MOINET (Marennes-Hiers-Brouage), M. Jean-Marie PETIT (Marennes-Hiers-Brouage), Mme Michelle PIVETEAU (Marennes-Hiers-Brouage), M. Jean-Marie BERBUDEAU (Bourcefranc-le-Chapus), M. Philippe BIARD (Bourcefranc-le-Chapus), Mme Sabrina HUET (Bourcefranc-le-Chapus), Mme Patricia PARIS (Bourcefranc-le-Chapus), M. Guy PROTEAU (Bourcefranc-le-Chapus), M. Patrice BROUHARD (Le Gua), M. Joël CHAGNOLEAU (Le Gua), M. Stéphane DELAGE (Le Gua), M. Jean-Lou CHEMIN (Saint Just Luzac), Mme Ghislaine LE ROCHELEUIL-BEGU (Saint Just Luzac), Mme Ingrid CHEVALIER (Nieulle sur Seudre), M. François SERVENT (Nieulle sur Seudre), M. Joël PAPINEAU (Saint Sornin)

Excusés ayant donné un pouvoir :

Mme Béatrice ORTEGA (Le Gua) à M. Stéphane DELAGE (Le Gua), M. Jean-Pierre MANCEAU (Saint Just Luzac) à Mme Ghislaine LE ROCHELEUIL-BEGU (Saint Just Luzac)

Absents excusés :

Mme Frédérique LIEVRE (Marennes-Hiers-Brouage), Mme Claude BALLOTEAU (Marennes-Hiers-Brouage)

Absents :

M. Philippe LUTZ (Marennes-Hiers-Brouage), M. Jean-Louis BERTHÉ (Bourcefranc-le-Chapus)

Secrétaire de séance : M. François SERVENT

Budget Principal de la Régie des déchets – Ouverture anticipée de crédits d'investissement

Finances

Monsieur Patrice BROUHARD, Président, expose :

Conformément à l'article L. 1612-1 du CGCT, dans le cas où le budget d'une collectivité territoriale n'a pas été adopté avant le 1er janvier de l'exercice auquel il s'applique, l'exécutif de la collectivité

territoriale est en droit, jusqu'à l'adoption de ce budget, de mettre en œuvre en recouvrement les recettes et d'engager, de liquider et de mandater les dépenses de la section de fonctionnement dans la limite de celles inscrites au budget de l'année précédente.

Par ailleurs, il est en droit de mandater les dépenses afférentes au remboursement en capital des annuités de la dette venant à échéance avant le vote du budget.

En outre, jusqu'à l'adoption du budget, en l'absence d'adoption du budget avant cette date, l'exécutif de la collectivité territoriale peut, sur autorisation de l'organe délibérant, engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement, dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice 2023 (hors RAR), non compris les crédits afférents au remboursement de la dette (chapitre 16), aux opérations d'ordre et aux dépenses imprévues (chapitre 020).

L'autorisation mentionnée à l'alinéa ci-dessus précise le montant et l'affectation des crédits. Le comptable est en droit de payer les mandats et recouvrer les titres de recettes émis dans les conditions ci-dessus.

Déduction faite des remboursements d'emprunt (131 000,00€), des opérations d'ordre (040 et 041 = 6 350,00€), des Restes à Réaliser n-1 (17 091,22€) et des dépenses imprévues (26 710,20€), le montant des crédits d'investissement voté au budget 2023 a été de 1 341 000,00€.

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Après avoir entendu l'exposé du Président et après en avoir délibéré,

DECIDE

- D'engager, de liquider et de mandater, jusqu'au vote du Budget, les dépenses d'investissement à hauteur de 335 250,00 € maximum telles qu'indiquées dans le tableau ci-après :

<i>Opérations</i>	<i>Désignation</i>	<i>Montant en €</i>
202301	EQUIPEMENT DECHETTERIE 2023	12 000,00
2188	Autres	12 000,00
202302	EQUIPEMENT ADMINISTRATIF	750,00
2183	Matériel de bureau et matériel informatique	125,00
2184	Mobilier	625,00
32	PROJET NOUVELLE DECHETTERIE	322 500,00
2313	Constructions	322 500,00
	Total	335 250,00

ADOpte A LA MAJORITE

Pour : 22

Contre : 0

Abstention : 1
(M. Richard GUERIT)



Pour extrait conforme au registre des délibérations

Le Président
Patrice BROUHARD

Le Secrétaire de séance
François SERVENT

La présente délibération est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Poitiers dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa transmission au contrôle de légalité.